INTER-RÉSEAUX
Développement Rural



BULLETIN DE VEILLE

N°537
12 novembre
2026

Ce bulletin de veille vous propose une sélection de nouvelles ressources issues de notre veille et accessibles en ligne sur notre site, avec notre agenda et nos recommandations de podcasts. Vous cliquez désormais directement sur le titre de la ressource pour y accéder. Bonne lecture !

A LA UNE

Pesticides chimiques de synthèse non homologués : comprendre les pratiques des producteurs·rices pour mieux agir

Inter-réseaux Développement rural et SOS Faim vous invitent à partir du terrain, à écouter les différents acteurs et à réfléchir ensemble aux pistes d'action.

Protéger les cultures, sécuriser les récoltes et les revenus : pour de nombreux producteurs.rices, le recours aux pesticides chimiques de synthèse répond d'abord à des besoins concrets. Il soulève aussi des questions de santé, d'environnement et de durabilité des pratiques, d'autant plus lorsque les produits utilisés ne sont pas homologués. Deux ouvrages de l'Association Agroécologique d'Action Communautaire (AAGAC), réalisés sous la conduite du Dr. Pascal GBENOU et fondées sur des enquêtes menées auprès de producteurs.rices et d'autres acteurs des filières agricole dans la Basse Vallée de l'Ouémé et dans la Vallée du Niger , éclairent ce qui se joue réellement sur le terrain. Elles abordent notamment les produits utilisés et leurs circuits de commercialisation, les conditions de manipulation, de stockage et de gestion des emballages, les risques sanitaires rapportés, mais aussi les raisons économiques, techniques, sociales et institutionnelles qui expliquent ce recours persistant.

Constater ne suffit pas. Les choix des producteurs.rices ne se comprennent pas indépendamment de leurs contraintes, de l'accès aux produits, de l'offre de conseil et des alternatives disponibles. Le webinaire partira donc de ces constats pour ouvrir un dialogue. Après la présentation des résultats par le Dr. Pascal GBENOU (AAGAC), les regards de la recherche (ENSBBA/UNSTIM), du conseil agricole (RECA Niger), des alternatives agroécologiques (AVSF) et de la valorisation des connaissances (ACED) se croiseront, avant une ouverture régionale avec la COPAGEN et un temps d'échanges avec les participants.

Rendez-vous **ce jeudi 12 novembre 2026, de 9h à 11h GMT**, sur Zoom, pour le webinaire « Réduire le recours aux pesticides chimiques de synthèse non homologués en Afrique de l'Ouest ».

Inscrivez-vous ici : le lien de connexion vous sera communiqué après validation de votre inscription. Venez comprendre, échanger et repartir avec des pistes concrètes.

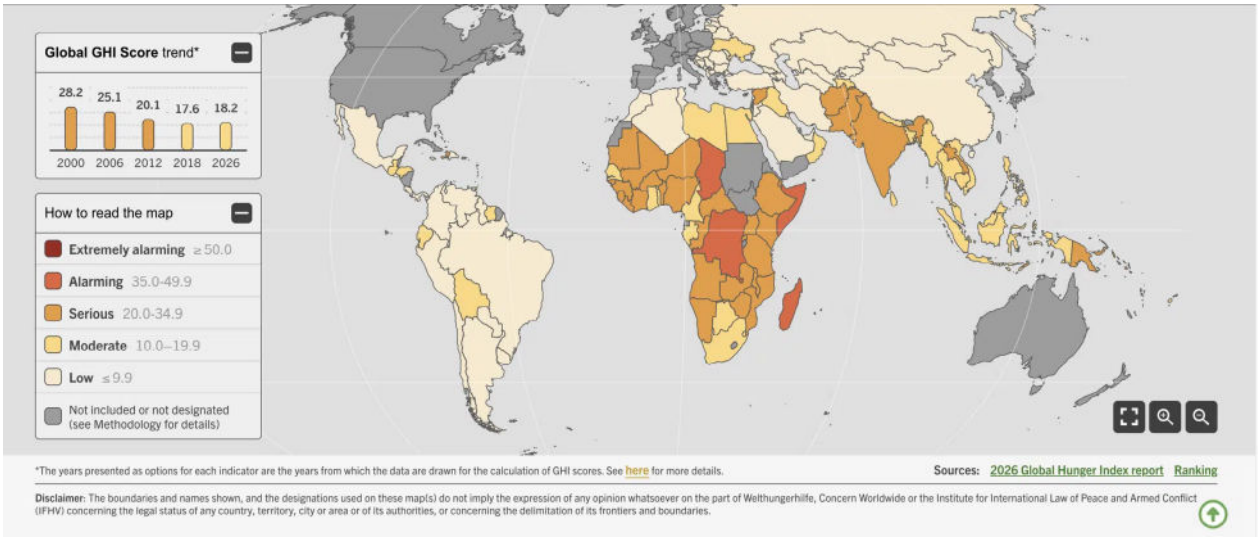


Appel aux dons ! Inter-réseaux a besoin de vous !

Nos bulletins de veille et nos publications sont depuis toujours accessibles gratuitement à toutes et tous. Mais dans un contexte de fortes difficultés de financement pour la solidarité internationale, leur pérennité est aujourd'hui fragilisée. Si vous souhaitez continuer à nous lire et soutenir une information qui fait entendre la voix des agricultures familiales dans les politiques publiques, vous pouvez faire un don. Chaque contribution, même modeste, nous aide à poursuivre cette mission et à maintenir nos contenus en accès libre.

Nous soutenir

EN IMAGE



2026 Global Hunger Index: No Security Without Food Security

Rapport, Welthungerhilfe, Institute for International Law of Peace and Armed Conflict (IFHV) et Helvetas, octobre 2026

Publié en octobre 2026 par Welthungerhilfe, l'IFHV et Helvetas, l'Indice mondial de la faim (GHI) 2026, intitulé No Security Without Food Security, mesure la faim dans le monde à partir de quatre indicateurs liés à la sous-alimentation et à la santé des enfants. Le score mondial atteint 18,1, contre 17,6 en 2018, ce qui interrompt la baisse observée depuis 2000. La faim progresse dans 32 pays, surtout en Afrique subsaharienne. Le conflit reste le principal moteur de l'insécurité alimentaire aiguë : en 2025, la famine a été confirmée au Soudan et à Gaza. Le rapport recommande d'intégrer la sécurité alimentaire dans les politiques de sécurité.

VEILLE THÉMATIQUE

Agroécologie

Adapt to Thrive: Transforming food systems in Africa. The case for investing in agroecology

Note de plaidoyer, ActionAid, octobre 2026, en anglais

Dans cette note de plaidoyer, ActionAid International fait le point sur l'agroécologie dans dix pays d'Afrique de l'Ouest, de l'Est et australe. Après une transition d'un à trois ans, elle égale ou dépasse les rendements conventionnels, réduit les coûts d'intrants, résiste mieux aux sécheresses et augmente les revenus. Pourtant, les subventions aux intrants chimiques absorbent encore jusqu'à 80 % des budgets agricoles. ActionAid recommande d'en réorienter au moins un tiers d'ici 2035, d'aligner 30 % des budgets agricoles sur l'agroécologie, de renforcer la vulgarisation, les semences paysannes et les marchés territoriaux, et d'allonger les financements des bailleurs jusqu'à dix ans.

Can Agroecology Improve the Resilience of African Smallholder Farmers?

Article, Roots, septembre 2026, en anglais

Publié dans la revue Roots de l'International Association for Popular Cooperation (IAPC), cet article montre comment monocultures d'exportation, dépendance aux intrants et changement climatique fragilisent les petits producteurs africains. L'auteur soutient que l'agroécologie renforce leur résilience sur quatre plans : écologique, économique, social et politique. Il s'appuie sur des expériences menées au Ghana, au Niger, au Burkina Faso, au Sénégal, au Mali, en Tanzanie, au Kenya, au Zimbabwe et au Maroc. Il recommande de créer des banques de semences communautaires, de produire collectivement des bio-intrants et de réorienter les subventions publiques vers les biofabriques coopératives et les écoles paysannes.

Agroforesterie

From broad assumptions to local priorities for agroforestry: Insights from applying the Agroforestry Perception Tool in Ghana, Indonesia and Viet Nam

Note, Tropenbos International, 2026, en anglais

Cette note présente l'Agroforestry Perception Tool (APT), outil mis au point par Tropenbos International pour comprendre ce que les agriculteurs perçoivent comme coûts, bénéfices et obstacles à l'agroforesterie. Testé au Ghana, en Indonésie et au Viet Nam, il montre que reconnaître les bénéfices ne suffit pas à déclencher l'investissement. Les freins varient selon les territoires : coûts de transition et concurrence de la caféiculture au Vietnam, concurrence du palmier à huile en Indonésie, insécurité foncière au Ghana. Les auteurs recommandent des interventions adaptées à ces priorités locales.

Agro-industrie

Afrique centrale : Près de trois décennies de conflits entre agroindustriels et communautés

Article, Mongabay, octobre 2026

Mongabay recense les principaux conflits fonciers entre agro-industries et communautés au Burundi, au Cameroun, en Centrafrique, en Côte d'Ivoire, en RDC, au Rwanda et au Tchad. Le Cameroun concentre cinq des dix plus anciens, dont celui de la SOCAPALM, ouvert depuis les années 2000, et aucun n'est réglé. Liés surtout au palmier à huile, à l'hévéa et au sucre, ces conflits privent les communautés de leurs terres, forêts et sites sacrés. En RDC émergent aussi des tensions autour des projets carbone. L'article pointe la responsabilité partagée des entreprises et des États, avec l'éclairage des universitaires Lindiwe Majele Sibanda (Pretoria) et Christopher Huggins (Ottawa). Dans son droit de réponse, le Groupe Socfin fait valoir plusieurs avancées au Cameroun : la restitution à l'État de plus de 11 000 hectares à Eséka et Dibombari, des vérifications indépendantes menées par Proforest et une nouvelle stratégie de durabilité 2026–2031.

Biodiversité

Agrifood systems in National Biodiversity Strategies and Action Plans

Rapport, FAO, novembre 2026

Cette analyse mondiale examine comment 78 stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité intègrent les systèmes agroalimentaires. Tous incluent des objectifs agroalimentaires, mais l'aquaculture, l'élevage et la production végétale y sont moins représentés que la foresterie et la pêche. Les pratiques de diversification, qui pourraient servir à la fois la biodiversité et la productivité, restent peu adoptées. En produisant des données comparables entre pays, l'analyse repère les tendances, les lacunes et les pistes pour mieux intégrer l'agroalimentaire dans la planification de la biodiversité, et inversement. Elle sert aussi à l'échange d'expériences entre États, à l'appui technique ciblé et au suivi des progrès du Cadre mondial Kunming-Montréal (accord adopté en 2022 qui fixe quatre objectifs pour 2050 et 23 cibles pour 2030, pour enrayer et inverser la perte de biodiversité).

Changement climatique

Adaptation des systèmes agro-pastoraux aux mutations climatiques et foncières au Sud-Bénin

Article scientifique, VertigO, octobre 2026

Dans cet article scientifique, trois géographes de l'Université de Parakou étudient l'adaptation des agro-pasteurs de la vallée de l'Ouémé (Zogbodomey, Zagnanado, Ouinhi) au changement climatique et à la pression foncière. Sans titre foncier pour 87 % des 180 enquêté·es, confrontées au recul des pâturages et aux conflits avec les agriculteur·rices, les communautés s'adaptent surtout par elles-mêmes : stockage du fourrage, mobilité, ajustement des calendriers. Le Code pastoral de 2018 reste méconnu (94 %). Les auteurs plaident pour une gouvernance hybride associant État, autorités coutumières et organisations d'éleveur·euses, la reconnaissance des droits pastoraux et la relance des comités locaux de médiation.

Droits des paysans

Jurisdicciones agrarias comparadas: los campesinos y pueblos ante el juez de la tierra

Analyse, Carlos Duarte, octobre 2026, en espagnol

Dans ce document, Carlos Duarte, qui dirige l'IEI de l'Université Javeriana de Cali et siège au Groupe de travail de l'ONU sur les droits des paysans, compare plus d'une douzaine de juridictions foncières en Amérique latine, en Afrique, en Asie et en Océanie, à partir de l'article 12 de l'UNDROP. Là où il n'existe pas de juge agraire, comme au Honduras ou au Paraguay, les conflits fonciers sont tranchés par le registre foncier, le juge civil ou le juge pénal, et se terminent souvent par des expulsions. L'auteur recommande d'inscrire dans la loi des règles de procédure qui protègent la partie la plus faible : inversion de la charge de la preuve, médiation avant toute expulsion et question préjudicielle agraire obligatoire.

Engrais

Baromètre 2026 des agricultures africaines : les engrais

Etude, fondation FARM, Afdi et Organisation panafricaine des agriculteurs (PAFO), novembre 2026

Ce baromètre analyse le secteur des engrais dans 54 pays africains : production, échanges, consommation, investissements et politiques publiques. La production d'azote et de phosphore a presque doublé entre 2013 et 2023, mais plus de 80 % part à l'export, et 24 pays appliquent moins de 10 kg/ha. La crise de fertilité est d'abord une crise du potassium, qui n'est produit nulle part sur le continent. Les auteurs recommandent un soutien public mieux ciblé, une intégration régionale, l'association des organisations paysannes et une combinaison d'apports minéraux, organiques et biologiques.

Forêt

Le suivi-évaluation comme instrument de gouvernance des projets forêt-environnement au Cameroun

Article scientifique, VertigO, octobre 2026

Dans cet article scientifique, des chercheur·euses de l'Université internationale ibéro-américaine du Mexique et de l'Institut de recherche agricole pour le développement (IRAD) interrogent 50 responsables de projets forêt-environnement au Cameroun sur leurs pratiques de suivi-évaluation. Ce suivi reste souvent un exercice de conformité aux exigences des bailleurs, peu financé et rarement partagé. Or ce n'est pas la multiplication des outils ou des évaluations ponctuelles qui améliore les projets, mais l'usage régulier des informations pour décider et ajuster l'action : les projets où le suivi est intégré à la gestion atteignent 84 % de réalisation, contre 42 % ailleurs. Les auteurs recommandent d'en faire un outil de pilotage et d'apprentissage collectif, doté d'un budget dédié, de personnel formé et de données fiables, le numérique n'étant utile qu'au service de cette intégration.

Innovation

L'innovation doit donner aux communautés le contrôle sur les systèmes alimentaires

Article, Slow Food, octobre 2026

Publié pour la Journée mondiale de l'alimentation 2026, sur le thème « Innover aujourd'hui. Nourrir demain », cet article défend une innovation au service du droit à l'alimentation et de la souveraineté alimentaire, à l'échelle mondiale. Il s'appuie sur des interventions prononcées à Terra Madre Salone del Gusto 2026, à Turin, par quatre personnes : Edward Mukiibi, président de Slow Food et défenseur de l'agroécologie en Ouganda ; Helda Morales, agroécologue, chercheuse, autrice et membre du Conseil consultatif de Slow Food ; Francesco Sottile, agronome, professeur à l'Université de Palerme et membre du Conseil d'administration international de Slow Food et Raj Patel, économiste, auteur et militant pour la justice alimentaire. L'article plaide pour une innovation ancrée dans les savoirs paysans et autochtones, en particulier l'agroécologie. Il recommande de faire circuler les pratiques entre communautés plutôt que d'imposer des modèles standardisés. Il défend aussi l'autonomie des producteurs et l'accès à la terre, aux semences et à l'eau. Il appelle enfin à soutenir l'Initiative citoyenne européenne « La nourriture est un droit humain pour tou·te·s ».

Marchés alimentaires

Les marchés alimentaires mondiaux pris en étau entre Ormuz et El Niño

Note, IRIS, novembre 2026

Cette note examine les tensions sur les marchés mondiaux des engrais et de l'alimentation, à la suite du blocage du détroit d'Ormuz. Le golfe Persique fournit environ 30 % des exportations mondiales d'urée et près de la moitié du soufre, ce qui a fait grimper les prix des engrais phosphatés d'environ 30 %. Elle y associe la guerre en Ukraine, la sécheresse et le phénomène El Niño. L'auteur estime que ces facteurs pourraient converger vers une crise alimentaire majeure, et que la sortie de la dépendance aux engrais fossiles devient indispensable à long terme.

One Health

La jeunesse au cœur d'Une seule santé

Note de position, IRD, novembre 2026

Cette note de position s'appuie sur le plaidoyer d'une centaine de jeunes des cinq continents, réunis par l'IRD au One Health Summit de Lyon en avril 2026. Elle relève cinq obstacles à l'engagement des jeunes dans l'approche Une seule santé : une formation insuffisante, des financements sectorisés, une participation symbolique, des institutions cloisonnées et une approche peu visible, ce qui laisse le champ à la désinformation. Les auteurs recommandent d'intégrer Une seule santé dans les cursus, de créer des financements dédiés, d'ouvrir de vrais sièges décisionnels aux jeunes, de décloisonner les institutions et de mieux diffuser l'information scientifique.

ONG

Shifting Roles: National and Local NGOs in the Context of Direct Finance to Indigenous Peoples and Local Communities

Rapport, Tropenbos International, octobre 2026, en anglais

Ce rapport examine, à l'échelle internationale et à partir d'ateliers en Bolivie, en Colombie, en RDC, au Ghana, en Indonésie et aux Philippines, le rôle des ONG nationales et locales lorsque les fonds sont versés directement aux peuples autochtones et aux communautés locales. Il constate que ces communautés reçoivent une faible part du financement climatique et forestier, à cause des multiples intermédiaires. Il recommande aux ONG de renforcer l'autorité décisionnelle des communautés, plutôt que de gérer les projets à leur place.

Pêche

Accord de pêche : six points de contrôle pour protéger les intérêts des pêcheurs artisans

Fiche, CAOPA, octobre 2026

Destinée aux organisations de pêche artisanale africaines, cette fiche les aide à peser sur les accords d'accès que les États côtiers concluent avec des pays ou des entreprises étrangers. Elle propose six points de contrôle : négociation, zones, espèces et périodes, contrepartie, post-capture et données. Pour chacun, elle indique la question à poser et la pièce à demander par écrit. Elle traduit ainsi en questions vérifiables les six conditions formulées par la CAOPA à Rome en septembre 2026. Elle insiste sur la transparence et sur une participation effective, avec mandat écrit. Elle souligne aussi l'enjeu du post-capture : selon la CAOPA, les femmes y représentent en moyenne 58 % des acteurs.

Riz

Capitalisation : 6 ans d'appui à la production de riz dans la région d'Agboville (Agnéby-Tiassa)

Note de capitalisation, Fert, novembre 2026

Cette note fait le bilan de six ans d'accompagnement de groupements d'agriculteurs par Fert dans la région d'Agboville, en Côte d'Ivoire (Agnéby-Tiassa), pour développer la riziculture. Le rendement paddy est passé de 2,1 à 3,2 t/ha entre 2021 et 2025, et les surfaces ont progressé de 150 %. Les appuis portent sur les champs-écoles, les paysans-relais, les services collectifs et l'aménagement des bas-fonds. Les auteurs concluent que le riz est devenu une culture rentable et sécurisante pour les producteurs.

2026, ANNÉE INTERNATIONALE DES PARCOURS ET DES ÉLEVEURS PASTORAUX

ANNÉE INTERNATIONALE DES
PARCOURS ET DES ÉLEVEURS PASTORAUX
2026

Pasteurs, cartographes des parcours

Ouvrage, Éditions Cardère, octobre 2026, ressource payante

Les espaces de parcours couvrent la moitié des terres émergées mais restent souvent en blanc sur les cartes, ce qui contribue à invisibiliser les éleveur·euses transhumant·es. Cet ouvrage collectif de Jean-Daniel Cesaro, Francesca Fagandini Ruiz et Ibra Touré s'appuie sur des cartes dessinées par les pasteurs eux-mêmes, au papier et au crayon. Il montre que la cartographie participative valorise les savoirs pastoraux, renforce la reconnaissance des droits des communautés et soutient leur organisation collective.

PODCASTS



Grain de Sel, "Jeunesses Pastorales" - Épisode 3 - Femmes pasteures, des voix qui comptent

Podcast, Inter-réseaux, RBM, octobre 2026

Au Sénégal et au Bénin, Bassine Ka et Djoudé Issa Demo, éleveuses et Jeunes Ambassadrices du Pastoralisme du RBM, s'engagent pour renforcer la place des femmes dans les organisations pastorales et les décisions collectives. À travers leurs parcours, cet épisode explore les moyens de mieux reconnaître leur contribution et d'améliorer leur accès à la terre et au cheptel. Une série présentée par Issoufou Diallo (RBM), réalisée dans le cadre du Grain de Sel N°90-91.

Grain de sel n°90-91 - Pastoralisme des solutions face aux défis, ***revue, octobre 2026***



Le désintérêt des institutions

Podcast, Cirad, novembre 2026

Cet épisode du podcast Nourrir le vivant, traite de l'accès limité des femmes rurales à la terre, à l'eau et aux semences, un écart que le changement climatique aggrave. Des chercheurs ont analysé 166 politiques publiques d'adaptation en Amérique centrale et interrogé plusieurs ministères. Leur hypothèse : le problème tiendrait moins à un manque de ressources qu'à un manque d'intérêt politique pour l'égalité de genre.

AGENDA

16 novembre

Pastoralisme, parcours et regards transverses au CIRAD. Webinaire n°5

Webinaire, CIRAD

Cinquième webinaire du cycle consacré au pastoralisme. Claire Aubron (enseignante-chercheuse, Institut Agro Montpellier, UMR SELMET), Serena Ferrari (chercheuse, CIRAD) et Véronique Ancey (sociologue, CIRAD-ArtDev) y présenteront l'ouvrage « Penser avec le pastoralisme ». Marion Bordier (épidémiologiste, CIRAD-Astre) abordera la gestion intégrée du risque sanitaire en contexte de mobilité, de l'Afrique subsaharienne à la Corse. Sergio Magnani (anthropologue, chercheur associé à l'UMR Sens) et Véronique Ancey proposeront ensuite de penser ensemble durabilité et gouvernance pastorale au Sahel.

19 novembre

Des dynamiques territoriales aux enjeux sous-régionaux de la filière bétail : quelles perspectives ?

Événement, Acting For Life, AFD, Cirad, Inter-réseaux, 19 novembre 2026

Acting for Life organise le 19 novembre 2026 à Paris, au siège de l'Agence française de développement (AFD), une journée d'étude sur la filière bétail en Afrique de l'Ouest. Les débats porteront sur les dynamiques agropastorales, de l'échelle régionale aux espaces transfrontaliers Bénin-Togo et Ghana-Côte d'Ivoire, puis sur les enjeux du ranching. Des recherches soutenues par l'AFD au Nord Cameroun, au Bénin, au Togo, en Mauritanie et au Nigeria éclaireront la compétition pour les ressources pastorales et la prévention des conflits. Inter-réseaux y présentera son nouveau numéro de Grain de sel sur le pastoralisme, avant le vernissage de l'exposition photo de Gilles Coulon.

20 novembre

Pour de nouvelles alliances Suds-Nords : Repenser les partenariats

Évenement, F3E, Montreuil

Le réseau F3E organise le 20 novembre 2026 à Montreuil une journée publique, uniquement en présentiel, consacrée à la transformation des partenariats de solidarité internationale. Issue d'un projet exploratoire lancé en 2026, elle interrogera les asymétries de pouvoir héritées des dynamiques coloniales. Les échanges et ateliers porteront sur des expériences concrètes : appels à projets inversés, contributions invisibilisées des partenaires du Sud, coopération horizontale avec des communautés autochtones ou décolonisation des pratiques des organisations du Nord.

Retrouvez ce bulletin sur le site d'Inter-réseaux

http://www.inter-reseaux.org/

Pour ne plus en manquer, abonnez-vous :

https://www.inter-reseaux.org/abonnez-vous/

Et pour des suggestions, des réactions, écrivez-nous :

veille@inter-reseaux.org

Réalisé avec les veilleurs d'Inter-réseaux et le soutien de :

France AFD